CAHIER DE CLAUSES COMMUNES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D’ENGAGEMENT

Opérations liées au « grand Carénage » de la bouée scientifique MOLIT

**PROCEDURE**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique**

N° 261000026

# DESIGNATION DES PARTIES AU CONTRAT

# CONTRACTANT UNIQUE

JE, contractant unique soussigné

Nom, Prénom :

Qualité :

Société :

Forme juridique :

Siège social (adresse complète) :

Immatriculé à l’INSEE :

Numéro SIREN :

Numéro SIRET :

Code d’activité économique principale (APE) :

Immatriculé au registre du commerce du Greffe du Tribunal de (lieu)

Sous le n° :

Immatriculé au répertoire des métiers de la Chambre des Métiers de (lieu)

Sous le n° :

**CO-CONTRACTANTS (en cas de groupement)**

**Il appartient aux candidats de compléter cette clause en cochant la solution choisie.**

En cas de groupement, indiquer la forme du groupement :

Groupement solidaire

Groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire.

**1er contractant**

Nom, Prénom :

Qualité :

Société :

Forme juridique :

Siège social (adresse complète)

Immatriculé à l’INSEE :

Numéro SIREN :

Numéro SIRET :

Code d’activité économique principale (APE) :

Immatriculé au registre du commerce du Greffe du Tribunal de (lieu)

sous le n° :

Immatriculé au répertoire des métiers de la Chambre des Métiers de (lieu)

sous le n° :

**2ème contractant**

Nom, Prénom :

Qualité :

Société :

Forme juridique :

Siège social (adresse complète) :

Immatriculé à l’INSEE :

Numéro SIREN :

Numéro SIRET :

Code d’activité économique principale (APE) :

Immatriculé au registre du commerce du Greffe du Tribunal de (lieu) :

Sous le n° :

Immatriculé au répertoire des métiers de la Chambre des Métiers de (lieu) :

Sous le n° :

M……………………………….. est mandataire du groupement. Pour rappel, en cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

A ce titre, le présent acte d’engagement est valablement signé par le mandataire dûment mandaté à cet effet (joindre obligatoirement les pouvoirs des co-traitants habilitant le mandataire à signer l’offre).

# OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation d’opérations liées au « grand Carénage » de la bouée MOLIT.

**Etape 1 : Opérations maritimes (récupération puis réinstallation)**

Cette étape inclut :

* La récupération du mouillage complet (Lest, chaîne de mouillage avec son ancre et flexible de pompage), ainsi que la remise en place finale du mouillage complet,
* Le remorquage de la bouée vers un port, et son retour à la position nominale,
* La manutention de la bouée pour la sortie de l’eau, et sa remise à l’eau.

**Etape 2 : Opération terrestres**

Cette étape inclut :

* Si besoin transport vers la zone de carénage,
* Décapage, préparation et remise peinture,
* Si besoin, retour vers le port pour remorquage sur site.

# PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité

- Le présent cahier des clauses communes particulières valant acte d’engagement (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;

- La déclaration sur l’honneur jointe en annexe et signée par le titulaire ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, JORF n° 0078 du 30 mars 2021, CCAG/FCS.

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- Le mémoire technique du titulaire ;

# DISPOSITIONS GENERALES

## Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l’un ou l’autre des groupements définis à l’article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l’un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire. Il représente l’ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

## Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L’entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s’expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

# OFFRE DE PRIX DU SOUMISSIONNAIRE

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations du marché aux montants établis aux conditions économiques du mois de mars 2025.

|  |  |
| --- | --- |
| Réalisation de la prestation de maintenance | Montant en € HT (si autre devise, préciser) |
| **Etape 1 : Opérations maritimes (récupération puis réinstallation)**  Cette étape inclut :   * La récupération du mouillage complet (Lest, chaîne de mouillage avec son ancre et flexible de pompage), ainsi que la remise place finale du mouillage complet, * Le remorquage de la bouée vers un port, et son retour à la position nominale, * La manutention de la bouée pour la sortie de l’eau, et sa remise à l’eau. |  |
| **Etape 2 : Opération terrestres**  Cette étape inclut :   * Si besoin transport vers la zone de carénage, * Décapage, préparation et remise peinture, * Si besoin, retour vers le port pour remorquage sur site. * Réunions de chantier |  |
| Montant total de la prestation |  |

L’offre de prix est détaillée dans la décomposition de prix joint au présent marché.

(Décomposition de prix à remettre par le soumissionnaire).

Le règlement de la TVA sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

# CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et fermes définitifs et comprennent toutes les charges fiscales et autres. Les prix du marché sont définitifs et fermes.

# DELAI – DUREE DU MARCHE

Délai de réalisation de la prestation : A compter de la notification du marché, le titulaire dispose jusqu’à la semaine 18 pour réaliser la prestation.

La durée du marché se confond avec la durée d’exécution des prestations.

* Début du marché : Date de notification ;
* Fin du marché : Date de fin de l’exécution des prestations.

# DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire.

# PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le règlement du titulaire interviendra en une seule fois à la réception des prestations. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l’article 14 du CCAG/FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

|  |
| --- |
| **DENOMINATION** |
| Libellé au nom de l’Ifremer |
| Adresse de facturation |
| Identification du tiers |
| N°SIRET |
| N° TVA intracommunautaire |
| N°IBAN |
| N° Facture |
| N° Commande |
| Objet de commande (nature) |
| Objet de commande (quantité) |
| Montant total HT |
| TVA (montant, taux) |
| Référence du projet |

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l’article 7 est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à https://chorus-pro.gouv.fr et à [**acp.visa.depenses@ifremer.fr**](mailto:acp.visa.depenses@ifremer.fr)pour les fournisseurs étrangers.

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

N° Engagement : n° commençant par 45 (Cf fiche Chorus Pro)

# LIEUX DE LIVRAISON/D’EXECUTION

Position nominale de la bouée : **47°27.600 N et 02°39.400 W (WGS84)**. Cette position est la position définie par l’Autorisation d’Occupation Temporaire du Domaine Public Maritime (A.O.T.) ; elle est la position désirée de réinstallation.

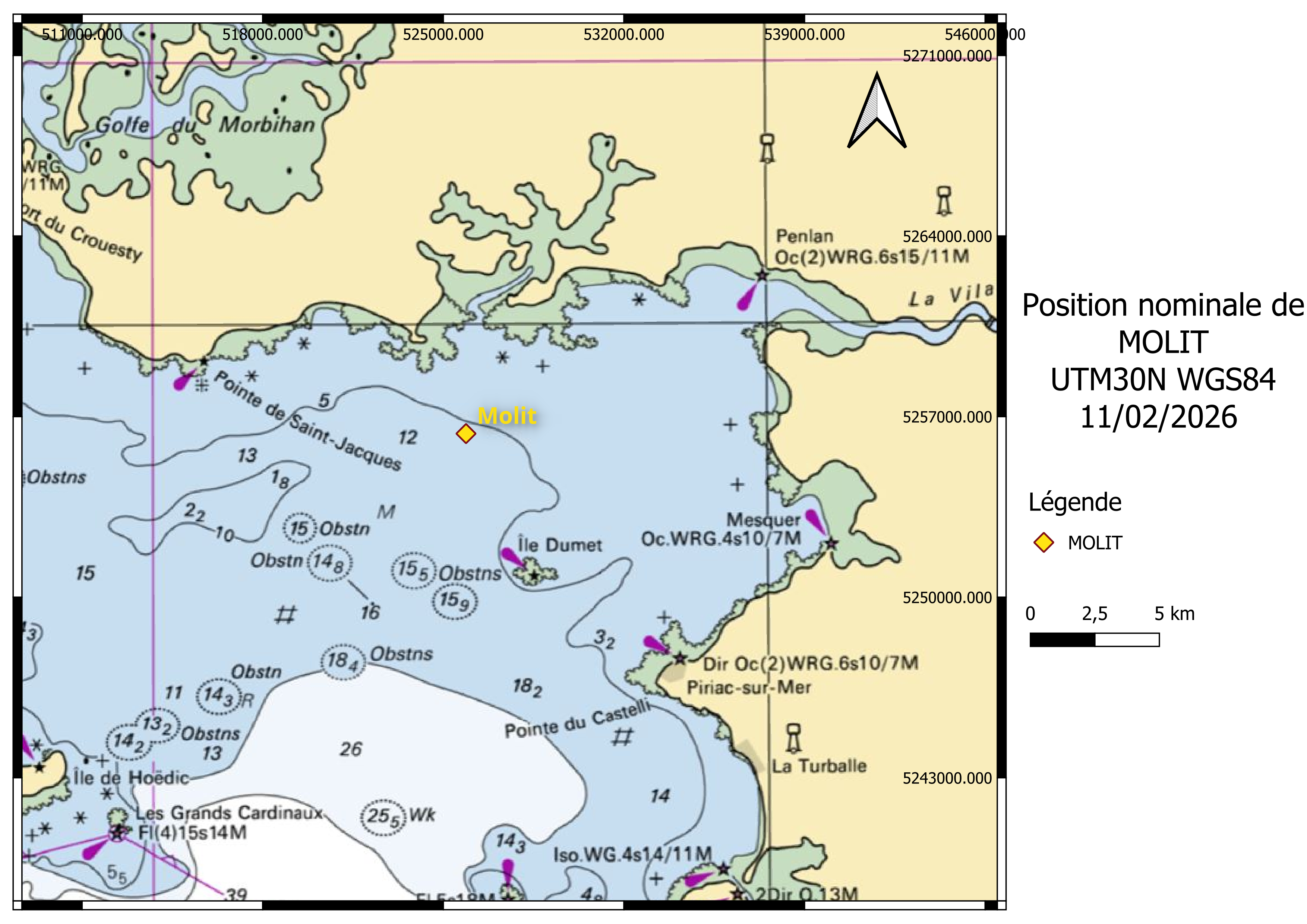
Position actuelle (03/02/2026) : **47°27.829 N, 02°39.109 W (WGS84)**.

Figure 2 : Position nominale de la bouée MOLIT.

# ENVIRONNEMENT

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute pollution ou atteinte au milieu naturel, en particulier lors des opérations de nettoyage, décapage, traitement de surface et application de revêtements.

Les déchets générés par les prestations seront triés, stockés et éliminés par des filières autorisées. Le titulaire demeure responsable de leur traçabilité et de leur élimination conformément à la réglementation.

# CLAUSE DE REEXAMEN

## Objet de la clause

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux clauses de réexamen, le présent marché prévoit la possibilité d’adapter ses conditions d’exécution lorsque des aléas météorologiques rendent impossible ou dangereuse la réalisation des prestations de carénage de la bouée.

En cas d’aléas météorologiques, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance de telles conditions météorologiques, en produisant tout justificatif utile (bulletins météorologiques officiels, relevés portuaires, rapports de capitainerie, etc.).

Le pouvoir adjudicateur apprécie, après discussion avec le titulaire si les conditions réunies justifient :

* La suspension temporaire des prestations ;
* Le report du démarrage des opérations ;
* La prolongation du délai contractuel d’exécution.

En cas de reconnaissance d’un aléa météorologique au sens de la présente clause :

* Les délais d’exécution sont prolongés d’une durée équivalente à celle pendant laquelle l’intervention a été rendue impossible, augmentée, le cas échéant, du délai strictement nécessaire à la remobilisation des moyens ;
* Cette prolongation ne donne pas lieu à l’application de pénalités de retard ;
* La prolongation ne donne lieu à aucune indemnisation complémentaire, sauf si les parties conviennent expressément d’une adaptation financière dans les conditions définies ensemble au moment de la survenance du besoin.

La présente clause ne peut avoir pour effet de modifier la nature globale du marché, de bouleverser l’économie générale du contrat, ni d’ouvrir droit à une indemnisation automatique.

Les parties veillent à rechercher toute solution permettant de limiter les conséquences du retard (réorganisation du planning, phasage des interventions, adaptation des moyens nautiques).

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions sont fixées par les articles 34 à 37 du CCAG/FCS. Par dérogation à l’article 37, la cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

# GARANTIE

Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d’admission en application de l’article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s’applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques sont décrites dans le CCTP joint au présent marché.

# PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D’INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

# AVANCE

Le marché prévoit le versement d’une avance au titulaire fixé dans les conditions fixées à l’article R2191-7 du code la commande publique.

Le montant de l’avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire au titre du dernier acompte juste avant le solde du marché.

Cocher la case :

Le titulaire demande à bénéficier de l'avance.

Le titulaire ne demande pas à bénéficier de l'avance.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L’article 4.2 « contenu des prix » : Complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS

L’article 10 complète l’article 37 du CCAG FCS

# SIGNATURE DE LA SOCIETE

Fait en un seul original

Signature

# SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU SON REPRESENTANT

Pour le Président de l’Ifremer et par délégation,

# NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du présent marché est la date de réception par le titulaire du présent contrat.

# DECLARATION SUR L’HONNEUR

**Le candidat déclare sur l’honneur :**

**Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**Lutte contre le travail illégal** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

**Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

**Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

**Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

**Le candidat s’engage** à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).